

A la recherche de la productivité perdue : productivité du travail: écart entre le secteur privé et le secteur public et finalité

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2016)**

Heft 2115

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023386>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

cantons doit baisser à 16%. Elle s'est refusée à étudier d'autres scénarios et à évaluer leurs conséquences économiques et financières. Or depuis la réforme précédente ([DP 1904](#)), la méfiance est de mise: Hans-Rudolf Merz avait prévu des pertes de quelques dizaines de millions pour les finances publiques, alors qu'elles ont finalement atteint sept milliards!

Par ailleurs Berne vient au secours des cantons en leur allouant une part augmentée de l'impôt fédéral direct – un milliard – ce qui devrait permettre à certains d'entre eux de jouer à fond le moins-disant fiscal.

Ce n'est pas tout. La réforme introduit de nouvelles niches fiscales: déductions pour la recherche, imposition réduite des produits de licence, taxe au tonnage des sociétés de navigation. Le Conseil des Etats, en renonçant à fixer un seuil minimum pour l'imposition des dividendes, a supprimé la seule contribution des entreprises au rééquilibrage de la réforme.

Quant à la commission du Conseil national, elle en rajoute en autorisant notamment la déduction des intérêts sur le capital propre et en instituant un taux d'imposition privilégié pour les dépenses de

recherche, même si cette dernière est effectuée à l'étranger, pour autant que les cantons en décident ainsi.

Stupéfaction finale: la majorité bourgeoise de la commission propose au plénum une nouvelle mouture de la loi fédérale sur le droit de timbre qui prévoit l'abolition pure et simple du droit d'émission sur les titres suisses (actions, parts sociales et bons de jouissance).

Bref, derrière le rideau de fumée qui nimbe cette réforme se cachent un cadeau substantiel aux entreprises et une cure d'amaigrissement programmée des finances publiques.

A la recherche de la productivité perdue

Productivité du travail: écart entre le secteur privé et le secteur public et finalité

Jean-Daniel Delley - 07 March 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29040>

La Suisse continue de caracoler dans le peloton de tête des économies les plus performantes. Par contre, elle reste à la traîne dès lors que l'on considère la productivité du travail. Faut-il s'en inquiéter?

C'est une situation qui intrigue les analystes. Si l'on considère la compétitivité, le revenu par habitant, la qualité de vie notamment, la Suisse se retrouve régulièrement en tête des classements internationaux. Mais si les Suisses travaillent en nombre –

le pourcentage d'actifs y est particulièrement élevé – et longtemps, la productivité de leur travail laisserait à désirer.

Au cours des 20 dernières années, elle a crû de 1,2% en moyenne annuelle, soit trois à quatre fois moins que celle des tigres européens tels la Pologne et les pays baltes. Alors qu'entre les années 1970 et 1990 la Suisse côtoyait les meilleurs élèves, depuis une vingtaine d'années sa productivité stagne, voire même recule.

Ce phénomène a suscité l'inquiétude des autorités et des milieux économiques et justifié les appels et programmes de dynamisation de l'économie, en particulier par le biais d'une concurrence accrue ([DP 1961](#)).

Il faut tout d'abord rappeler la fragilité des comparaisons internationales dès lors que tous les pays n'ont pas la même compréhension des concepts mesurés. La [productivité](#) ne fait pas exception.

Mais l'approximation de ces

comparaisons ne décourage pas les analystes. Ainsi de [Gerhard Schwarz](#), qui fut successivement chef de la rubrique économique de la *NZZ* et directeur d'Avenir Suisse, dans son ultime chronique pour le quotidien. Ce gardien de l'orthodoxie libérale admet certes qu'un pays connaissant un niveau élevé de productivité peinera plus à augmenter cette dernière que des économies moins développées. Il croit pourtant avoir trouvé une explication dans la croissance comparée de l'emploi dans les secteurs privé et public.

Entre 1997 et 2013, l'emploi public - administrations, formation, santé, social, énergie et économie hydraulique - a augmenté de 42% contre 14% seulement dans le secteur privé. Dans le même temps, la productivité du secteur public a reculé de 11% alors qu'elle progressait de 23% dans le secteur privé.

Pour Schwarz, ce déséquilibre est inquiétant, même s'il est compréhensible qu'une société à la fois riche et vieillissante consacre une part croissante de sa richesse à la formation, à la santé et aux soins. Inquiétant parce que l'Etat,

peu productif, constitue un frein à la croissance, comme l'affirme d'emblée le titre de l'article. Dès lors, Schwarz préconise un frein à la création d'emplois dans le secteur public et des efforts pour améliorer la productivité dans ce secteur.

Mais qu'entend-on par productivité? Il s'agit du rapport entre la plus-value - les richesses produites - et les heures de travail nécessaires à cette production. Pour améliorer la productivité, il faut donc maintenir la même richesse avec moins de travail ou produire plus avec la même quantité de travail.

La richesse nous renvoie au PIB dont nous avons montré qu'il reflète bien mal la santé économique, sociale et environnementale d'une société ([DP 2111](#)). Cet indicateur purement quantitatif ne nous dit rien de la qualité des biens et services produits. Rien non plus de l'efficacité énergétique et de l'usage ménager des ressources non renouvelables dans les processus de production. Et encore moins de l'adéquation de la production aux besoins des individus et de la collectivité.

Exiger de l'Etat au sens large qu'il augmente sa productivité pour mieux contribuer à la croissance du PIB, c'est faire l'impasse sur la qualité de ses prestations. Moins de personnel dans les hôpitaux et les EMS doperait sûrement la productivité. Plus de travail pour les effectifs en place également. Mais à quel prix pour les usagers?

Non pas qu'il soit impossible d'améliorer la productivité des services publics par une meilleure organisation. Mais cette productivité accrue doit servir d'abord à l'amélioration de la qualité des prestations. Alors que le calcul purement économique qui sous-tend la recherche de productivité fait fi de ce qu'on attend du service public: prestations qui améliorent la qualité de vie et contribuent à la cohésion sociale et non l'augmentation du PIB.

On observe la pression constante du secteur privé pour investir les champs d'action de la sphère publique - formation et santé en particulier. Sous prétexte d'efficacité, c'est le profit qui est visé. Avec à la clé une sélection des usagers par le revenu disponible.